

Introduction

Au cours des quatre années de la Deuxième République, la Franche-Comté se politisa profondément dans toutes les couches de la société, particulièrement dans le monde rural, et dans le Jura plus qu'ailleurs, puisque ce fut le motif de la mise en état de siège du département au lendemain du coup d'État du 2 décembre 1851. De nombreux témoins l'ont alors remarqué, par exemple Champfleury qui, tout juste arrivé chez Courbet, à Ornans, observait que la Franche-Comté était ce pays extraordinaire où, dès la première conversation avec un villageois, celui-ci se lançait dans des considérations politiques interminables et fort judicieuses. Nous évoquerons les raisons de ce phénomène : une instruction primaire développée, une presse abondante et diversifiée depuis la monarchie de Juillet, des échanges extérieurs nombreux. La Franche-Comté était caractérisée en outre par la prédominance d'une petite et moyenne propriété rurale sortie renforcée par l'abolition des redevances seigneuriales après 1789, par la vente des biens nationaux, la baisse de la natalité dès le début du XIX^e siècle et l'émigration vers les grandes villes qu'accéléra la construction des chemins de fer¹. Quelques réponses des insurgés lors des interrogatoires après le 2 décembre 1851 évoquent une aisance croissante, des progrès qu'il faudrait certainement nuancer mais qui étaient sensibles aux yeux des contemporains : « Autrefois, tout le monde allait à la foire à pied, aujourd'hui, chacun y va avec son cheval et une carriole ». Le *Retour de la foire* de Courbet² illustre cette évolution mais il y a encore des villageois allant à pied dans ce tableau ! Chaque village avait, en effet, ses pauvres et ses médiocres bien connus de tous mais égaux en dignité qui souffraient encore des disettes comme lors de la révolte des pommes de terre à Lons-le-Saunier en 1840

1. MERLIN Colette, 1998, « Pour une démographie de la Petite Montagne du XVII^e siècle à nos jours », *Travaux de la Société d'émulation du Jura*, p. 235-267.

2. Cf. à propos de Courbet et de ce tableau, PROUDHON Pierre-Joseph, 1865, *Du principe de l'art et de sa destination sociale*, Paris, Garnier ; voir également le colloque « Courbet, peinture et politique », 24, 25 et 26 septembre 2009 à la Saline royale d'Arc-et-Senans qui a fait l'objet d'une publication : BARBE Noël et TOUBOUL Hervé (dir.), 2013, *Courbet, peinture et politique*, Besançon, Les éditions du Sekoya.

(provoquée d'ailleurs par une spéculation industrielle) ou qui ployaient sous l'endettement tels que les vigneron partiaires. Mais, grâce entre autres au maintien des communaux, la misère était peut-être moins prégnante qu'ailleurs en Franche-Comté qui connaissait peu les pathologies de la grande ville et des concentrations ouvrières de la première révolution industrielle³.

Dans ces conditions, une large contestation politique en faveur du suffrage universel plutôt qu'une révolte sociale avait pu se développer en 1846-1847 lors de la campagne des banquets. Elle était d'autant plus légitime que les élections municipales se déroulaient quasiment au suffrage universel dans les villages aux fortes traditions communautaires mais encore sur un mode censitaire très étroit dans les villes et sur le plan national. Aussi, la vie politique locale a-t-elle retenu toute notre attention parce qu'elle est toujours très révélatrice de la politisation de l'opinion.

Nous avons relevé le lien très fort qui existait entre citadins des petites villes et les ruraux, entre une couche sociale moyenne formée de bourgeois campagnards propriétaires, de professions intellectuelles indépendantes tels les médecins, les avocats, de commerçants, de rentiers des villes et des bourgs d'une part et les populations rurales de l'autre. Ces liens allaient bien au-delà des relations de dépendance ; lorsque le « temps des notables » de la première moitié du XIX^e siècle fut révolu, ils ont rassemblé les « couches nouvelles » de Gambetta sous la Troisième République. Par ailleurs, une élite intellectuelle de cette couche bourgeoise avait souvent accueilli avec faveur le fouriérisme dans les années 1830-1840 mais celui-ci était peu politisé et beaucoup le jugeaient dépassé en 1848, par exemple Max Buchon et Antoine Sommier. Certains se tournèrent alors vers les idées de Proudhon, généralement rejetées. Tous se retrouvaient dans les loges de la franc-maçonnerie et les ventes des bons cousins charbonniers qui s'étaient popularisées et politisées à partir de 1835 environ. Les « chefs » en étaient les bourgeois cités plus haut.

De même, nous nous sommes intéressés aux nombreuses associations mutualistes, aux fruitières, aux comices agricoles, aux cercles de lecteurs, aux chasseurs, aux sociétés d'ouvriers, de vigneron, de jeunes gens, à la Garde nationale, aux pompiers, autant d'espaces de relative liberté. Toutes ces associations et institutions étaient traversées de conflits intenses entre conservateurs et démocrates, entre tenants d'une société organisée de manière hiérarchique et autoritaire et partisans de l'égalité devant la loi, du principe de solidarité. Les républicains animateurs de ces associations avaient pour horizon d'attente une démocratie politique qui préfigurait celle de la Troisième République sous les radicaux et radicaux-socialistes de la fin du siècle, un sommet de la démocratie politique en France, bien peu « sociale » encore à cette date, il est vrai, et devenue entre-temps impériale et coloniale.

« Socialisme », le mot est lâché ! Il effraie encore aujourd'hui une part importante de l'opinion de la plus ancienne et la plus grande démocratie du monde. Nous l'avons noté dans le Jura, la terrible insurrection des ouvriers parisiens en juin 1848 et les massacres qui suivirent ne suscitèrent ici que douleur, effroi et incompréhension.

3. CHEVALIER Louis, 1958, *Classes laborieuses, classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Plon. Cet auteur a analysé l'angoisse des possédants devant l'énorme immigration et le paupérisme que Paris avait connus pendant la première moitié du XIX^e siècle. En Franche-Comté, nous n'avons rencontré que quelques individus manifestement psychotiques qui pouvaient provoquer une telle peur. Ces cas isolés furent très utilisés après le coup d'État pour justifier les déportations en Algérie, jouant sur le thème précaciste de la « dégénérescence », du danger social.

Ce n'était pas faute d'informations. À la fin juin 1848, *Le Républicain du Jura*, journal des « républicains de la veille », resta frappé de stupeur devant la haine mais n'accusa ni les insurgés qu'il plaignait, ni les massacreurs qu'il réprouvait, puis fit silence⁴. Un point était désormais assuré : la jeune République serait au mieux démocratique, certainement pas sociale. Né dans son sens actuel vers 1830, utilisé alors par Pierre Leroux⁵, le terme socialisme fut d'abord un vocable polémique comme beaucoup de mots en « -isme » de l'histoire religieuse, politique, esthétique, tel le réalisme. L'emploi passionnel du mot, parallèlement à la floraison des utopies sociales, reflétait fondamentalement une prise de conscience effrayante : la question sociale pouvait plonger à tout instant la société dans une épouvantable guerre civile d'anéantissement entre classes.

Dans le Jura, si l'on excepte Jules Grévy et Antoine Sommier, nettement néo-jacobins, tous les animateurs du mouvement démocratique étaient, chacun à leur manière, « entachés » de « socialisme ». Ils furent parfois stigmatisés comme « traîtres à leur classe » et durement poursuivis pour cette raison. À Salins, Max Buchon, membre de la municipalité « démagogue » par excellence, taxé de « communiste », dut cesser tout engagement après la crise politique de juin 1849 et passer six mois en prison. À Dole, il en alla de même pour le bon cousin, proudhonien et mutuelliste Louis Robert à partir de septembre 1850 ; mais cela ne leur évita pas l'exil. Wladimir Gagneur fut toute son existence fouriériste, mutuelliste et s'engagea au péril de sa vie pour la défense de la Constitution au lendemain du coup d'État. Louis-Étienne Jousserandot, dont nous avons longuement étudié la biographie, l'histoire familiale, les écrits et la pensée, qui fut, pendant toute la Deuxième République le républicain le plus actif sur tous les fronts, l'organisateur de la résistance au coup d'État, s'affirma toujours « socialiste » pendant cette période. Il l'était, il est vrai, fort prudemment, par exemple au sujet des Ateliers nationaux qu'il ne jugeait que conjoncturellement nécessaires comme disent les économistes aujourd'hui. Beaucoup plus tard, peu avant sa mort en 1887, il se montra foncièrement hostile à tout parti politique de la classe ouvrière. Or, à cette date, le socialisme européen devenait une force politique sur le modèle du parti social-démocrate allemand fondé vingt ans plus tôt par Wilhelm Liebknecht et August Bebel.

Mais revenons aux démocrates-socialistes comtois de 1848. Il est certain que pour eux, il ne pouvait y avoir d'expression particulière de classe, de genre, voire parisienne de la démocratie. En contrepartie et logiquement, l'idée d'une relation entre « classes laborieuses et classes dangereuses » ne les effleurait même pas. La diffusion très large en Franche-Comté d'une opinion favorable à une république « ouverte à tous les progrès par le bulletin de vote plutôt que par le fusil », selon l'expression couramment utilisée, notamment par Jousserandot, et le suffrage universel même, banalisaient

-
4. OEHLER Dolf, 1996 [1988], *Le spleen contre l'oubli. Juin 1848*, Paris, Payot. Cet auteur décrit *a contrario* en juin 1848 la haine sociale féroce entre Parisiens, la haine de la province contre Paris. À ses yeux, Juin 1848 constitue l'événement majeur de la civilisation et de la littérature européenne au XIX^e siècle. Le phénomène de Juin 1848 se reproduisit avec des variantes lors de la Commune de 1871. Un résultat au moins fut clair : jusqu'à la Résistance en 1943-1944, le citoyen français n'a plus porté d'armes de guerre que sous l'uniforme.
 5. GRANDJONC Jacques, 1999, *Communisme, origine et développement international de la terminologie communautaire prémarxiste des utopistes aux néobabouvistes (1785-1842)*, t. I Historique, Trier, Karl-Marx-Haus, p. 100.

Paris. Le Paris révolutionnaire n'était plus toute la France, s'il le fut jamais, et les conditions exceptionnelles de 1871 n'y changèrent rien.

Pendant, l'angoisse des nantis remontait. Les élections prévues en mai 1852, « ce fantôme sombre et menaçant », selon l'expression d'un maître de forge comtois, pouvaient déboucher sur une république qui prendrait en charge les besoins urgents des pauvres. C'en était trop. Les aventuriers politiques de l'Élysée tenaient enfin le rôle d'incendiaires-pompiers qui les porterait au pouvoir. Après la fusillade de masse de Juin 1848 qui leur avait politiquement ouvert la voie, ils disposaient d'une parade en trois temps bien rôdée : une fusillade chirurgicale sur la barricade du républicain Alphonse Baudin abandonnée par les ouvriers et sur les boulevards pour terroriser Paris, puis l'état de siège contre la démocratie, enfin le grand rassemblement plébiscitaire de la peur. La Fête impériale pourrait se donner libre cours ; des diabolins républicains viendraient même s'y amuser ; la Bourse se réjouirait et les travailleurs attendraient encore. En réalité, la reprise économique fut lente à venir en Franche-Comté, à cause du choléra qui interdisait les déplacements. C'est seulement après 1861 que le Second Empire prit un tour politique et social nouveau, que la tension avec la Prusse (1866) puis la chute du régime en 1870 rendirent vain.

En février 1848, la révolution avait ouvert d'un coup la fenêtre en papier huilé d'un garni parisien aux rayons triomphants du suffrage universel. De ce logis misérable à la Daumier, on pouvait toujours voir le fronton de la préfecture de Police, du palais de justice, la flèche de la cathédrale, le soldat dans la guérite de sa caserne, le garde national bourgeois en faction devant son poste orné du drapeau tricolore. En juin, l'occupant fut fusillé ; ses nippes revinrent au propriétaire. La République ne pouvait plus voler parce qu'elle n'avait plus qu'une aile, celle de la « démocratie politique », bien raccourcie du reste par la loi électorale du 31 mai 1850. Après la « république sociale » mort-née, la « république conservatrice » se survécut peu de temps. Ce petit apologue inventé rappelle seulement que le vent de liberté du Printemps 1848 n'avait en rien bousculé les ordres constitués nationaux ni, à plus forte raison, l'ordre européen. Bien mieux, comme le remarquait Louis-Étienne Jousserandot dès mars 1848, « la mondialisation conduite par la Grande-Bretagne était en marche ». Les oligarchies étaient toujours aussi puissantes, en premier lieu « l'aristocratie financière » comme l'on disait alors.

À chaque pas de ces études, le lecteur rencontrera l'Armée, la Gendarmerie, la Police, la Garde nationale, la Justice, les administrations de tous niveaux, l'Église catholique. Notre intention n'était pas d'étudier ces institutions, des historiens éminents leur ayant consacré des ouvrages qui font autorité. Nous avons seulement recueilli aux archives les représentations et les sentiments des citoyens à leur sujet. C'était le meilleur baromètre pour évaluer la politisation de l'opinion. Nous tenant toujours de l'autre côté de la barrière par rapport aux pouvoirs, nous avons privilégié en Franche-Comté l'horizon d'attente des démocrates, leurs luttes, leurs avancées, leurs revers.

S'inscrivant dans la lignée des travaux de Maurice Agulhon⁶ sur les formes d'apprentissage de la république autour de 1848, notre étude participe à la vitalité des travaux récents en histoire qui ont pu mettre en lumière le lent travail de

6. AGULHON Maurice, 1973, *1848 ou l'apprentissage de la république, 1848-1852*, t. VIII Nouvelle histoire de la France contemporaine, Paris, Seuil. Cet ouvrage fondateur a connu de nombreuses rééditions.

démocratisation et de républicanisation qu'a connu la France rurale au XIX^e siècle dans de nombreuses régions : la Touraine, l'Yonne, la Nièvre, le Cher, l'Aude, le bas Languedoc, les Hautes et Basses-Alpes notamment⁷. Ces études abondamment documentées, comme celles que nous proposons concernant le Jura, permettent de nuancer une image largement diffusée dans l'opinion, celle d'un retard paysan dont, d'un point de vue historiographique, les travaux d'Eugen Weber sont le pendant du fait qu'ils situent la modernisation politique de la France rurale tard dans le siècle⁸.

Nous avons toujours mis en relation les luttes politiques locales avec les problèmes généraux posés par la construction de la démocratie en France. La peur de la guerre civile était au milieu du XIX^e siècle le sentiment le plus prégnant dans les diverses classes sociales mais il y avait des ponts entre celles-ci, particulièrement en Franche-Comté. De nombreux républicains bourgeois surent se faire médiateurs dans une société en mouvement, nous l'avons montré. Plus tard, sous le Second Empire, l'expansion économique contribua à apaiser les tensions qui ne s'atténuèrent qu'avec l'évolution politique de la Troisième République⁹. En outre, les questions à l'ordre du jour en 1848 qui ressurgirent sous la Commune en 1871, telles l'établissement d'une république démocratique et sociale, du suffrage universel, de la représentation, de la démocratie directe, de la place du travail dans la société, de la répartition des richesses, du poids inégal de l'impôt du sang ne furent jamais limitées à quelques cercles ou quelques intellectuels, aussi connus qu'aient été par ailleurs les « ingénieurs sociaux » comtois¹⁰. Dans des langages très divers, sous des formes symboliques ou concrètes comme « l'insurrection » de Poligny les 3 et 4 décembre 1851, ces questions circulaient en effet, malgré la répression, dans l'ensemble de la société comtoise, dans les conseils municipaux des villes et des villages, dans les associations, les cafés, les « places à charbon » des bons cousins, en passant par les chaumières, les faubourgs et les relais de diligences. C'est en eux-mêmes que de très nombreux Francs-Comtois portèrent l'espoir de leur émancipation et devinrent démocrates, particulièrement dans un monde rural encore très majoritaire et muni désormais du suffrage universel (masculin). Il y eut au milieu du XIX^e siècle, en Franche-Comté, l'expression d'une opinion démocratique rurale stable, aux origines anciennes, souvent méconnues et

7. Pour un premier état des lieux, voir VIGREUX Jean, 2006, « Les campagnes françaises et la politique », *Parlement[s]. Revue d'histoire politique*, vol. 1, n° 5, p. 54-72. Pour une vision plus approfondie et européenne des transformations politiques du monde rural au XIX^e siècle, voir : CARON Jean-Claude et CHAUVAUD Frédéric (dir.), 2005, *Les campagnes dans les sociétés européennes. France, Allemagne, Espagne, Italie (1830-1930)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes. Voir en particulier les contributions de PETITEAU Natalie, « Les rapports au national dans la vie sociale et politique des campagnes durant le premier XIX^e siècle », p. 87-101 ; et LE GALL Laurent, « Des processus de politisation dans les campagnes françaises (1830-1914) : esquisse pour un état des lieux », p. 104-139. Pour les rapports entre républicanisme et bonapartisme dans le monde rural, on pourra consulter : GABORIAUX Chloé, 2010, *La République en quête de citoyens : les républicains français face au bonapartisme rural 1848-1880*, Paris, Presses de Sciences Po.

8. Voir WEBER Eugen, 1983 [1977], *La Fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard.

9. CARON Jean-Claude, 2009, *Frères de sang, la guerre civile en France au XIX^e siècle*, Seyssel, Champ Vallon.

10. Sur ces ingénieurs sociaux comtois, voir : BEECHER Jonathan, 1993 [1986], *Fourier, le visionnaire et son monde*, Paris, Fayard ; voir aussi : *Id.*, 2001, *Victor Considerant and the Rise and Fall of French Romantic Socialism*, Berkeley/Los Angeles/Londres, University of California Press.

oubliées mais réinventées. « L'insurrection » polinoise des 3 et 4 décembre 1851 en fut la manifestation la plus marquante.

Illustrons encore ce propos par les vertus de l'image : on sait que l'élan démocratique a souvent surgi au XIX^e siècle du pavé parisien, comme dans le tableau *La Liberté guidant le peuple* (1831) de Delacroix. Il s'est aussi exprimé dans la marche lente, libre, assurée et solitaire du *Retour de la foire des paysans de Flagey* (1850) de Courbet. Des caricaturistes s'en moquèrent. Au-delà de considérations esthétiques, il leur importait d'abord de discréditer une démocratie rurale jugée « inadmissible » voire « immorale », selon des expressions que nous avons rencontrées. On sait pourtant que le monde rural a joué un rôle décisif dans la construction de la démocratie française sous la Troisième République. Une analyse comparée de ces deux tableaux, si différents, et de leur réception par l'opinion du temps serait certainement révélatrice. Elle ferait mieux comprendre un monde qui nous semble aujourd'hui encore proche parce qu'il s'inscrivait dans le cadre nouveau de l'État-nation mais aussi très lointain, tant les bouleversements techniques, scientifiques, économiques, sociaux, culturels ont été considérables, après deux guerres mondiales et la guerre froide¹¹.

Puisse le citoyen-lecteur reconnaître que la démocratie est le résultat d'un long processus historique au cours duquel les individus devenant citoyens, les peuples et les nations devenant membres de la communauté internationale, obtiennent l'égalité des droits, des chances, des espérances. Ce combat est difficile et incertain, d'autant plus que les nations démocratiques les plus anciennes et les plus avérées n'ont pas respecté leurs propres principes fondamentaux. Il y eut récemment de terribles reculs, par exemple l'emploi de la torture qui était pourtant devenu réprouvé et proscrit en France au milieu du XIX^e siècle. Il apparaît plus que jamais que sans démocratie politique et sociale réelle et sans débat international ouvert, la société humaine n'a pas d'avenir. Il faudra beaucoup d'imagination, de générosité et de détermination à toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté pour lui en assurer un. D'autant plus qu'un mur écologique masque un horizon d'attente devenu universel, mais qui peut être escaladé ou contourné, comme d'autres murs dans l'histoire, mais souvenons-nous de la mésaventure de l'Apprenti sorcier qui avait perdu le contrôle de son bâton.

Cet ouvrage réunit onze communications présentées par l'auteur devant la Société d'émulation du Jura (SEJ) dans les années 1989-2009¹². La vénérable association culturelle dont je fus longtemps le secrétaire, célèbre son bicentenaire, en 2017. Elle avait publié ces recherches dans les volumes de *Travaux* annuels et en a autorisé une édition complète dans le présent ouvrage. Qu'elle en soit ici remerciée.

11. OSTERHAMMEL Jürgen, 2010, *Die Verwandlung der Welt. Eine Geschichte des 19. Jahrhunderts*, Munich, Beck.

12. Société d'émulation du Jura – BP 50822 – 3988 Lons-le-Saunier cedex.